

CONFERENCIAS



fundación para el análisis y los estudios sociales



**PRÉSENTATION DU RAPPORT
*L'EUROPE : PROPOSITIONS DE LIBERTÉ***

JOSÉ MARÍA AZNAR

(Paris, 5 octobre 2009)

Je me réjouis énormément d'être aujourd'hui ici à Paris pour vous présenter le nouveau rapport qui a été élaboré par la Fondation FAES. C'est le quatrième d'une série de rapports stratégiques qui portent sur l'Occident et sur les politiques basées sur la liberté et auxquelles nous croyons.

Après avoir analysé la situation de l'Amérique latine et fait des propositions pour insuffler de l'élan à un programme de liberté dans cette région, après avoir défendu une réforme de l'OTAN qui la convertisse en une alliance de démocraties au-delà de l'Atlantique, et proposé un Espace atlantique de prospérité économique entre l'Europe et les États-Unis ouverte sur le reste du monde, il était temps de penser à l'Europe, d'analyser et de proposer des idées politiques visant à améliorer ce grand projet commun.

Pendant plus d'un an, nous avons consulté des experts, des politiciens, des académiciens, des économistes... qui nous ont fait part de leur vision et de leurs propositions pour un avenir meilleur pour l'Europe.

Tous ces avis ont servi de base pour donner naissance à ce document. Néanmoins, la responsabilité finale incombe exclusivement à la FAES.

Nous sommes ici pour parler de l'Europe. Une Europe dont nous avons tous le sentiment de faire partie et dont l'avenir nous concerne tous.

Il s'agit d'une Europe dont nous nous sentons responsables, d'une Europe qui nous préoccupe et parfois même, nous inquiète, mais dont nous sommes fiers en raison de ses acquis et de son histoire jalonnée de succès.

Parce que de toute évidence, l'Europe aura été un succès. Et il faut s'efforcer qu'elle continue de l'être : autrement, elle perdra son sens d'existence. Pendant plus de 50 ans, ce rêve imaginé par Schuman ou Monnet est devenu une réalité extraordinaire. Une réalité qui a apporté la liberté, la démocratie, la prospérité, l'influence, la paix et le bien-être à ses membres, nous tous, les Européens.

Convaincus de l'importance de la réalité européenne, convaincus de sa nécessité et de ses acquis, nous ne voulons pas la voir naufrager, déviée de son cours, perdue dans des eaux tumultueuses de débats stériles et dans des rivières de chimères irréalisables.

Nous, qui nous préoccupons pour l'avenir de l'Europe, devons contribuer à la faire sortir de l'ornière dans laquelle elle se trouve, à l'aider à renouveler ses forces, à clarifier ses idées, à se fixer des objectifs clairs et réels et à mettre en pratique les mesures nécessaires en vue de récupérer le dynamisme perdu.

Je tiens à dire qu'à mon avis, ce meilleur avenir pour l'Europe n'est pas une Europe centralisée de facture fédérale. Ces courants qui prétendent aujourd'hui construire une Europe ne respectant pas l'Histoire de chaque nation sont voués à l'échec.

L'Europe est une réalité reposant sur différentes nations, consolidées par l'histoire et c'est ce qui lui donne sa force et sa puissance. Et c'est dans cette voie qu'elle doit continuer.

Il y a aussi des gens qui s'obstinent à convertir l'Europe en un monstre bureaucratique, s'enfonçant dans des débats institutionnels qui semblent ne jamais en finir. Ceci ne fait que porter préjudice au processus européen et éloigne davantage les citoyens d'une Europe qu'ils ne comprennent pas et à laquelle ils ne peuvent demander aucune explication.

Vendredi dernier aura été un jour important pour l'Europe. La décision des Irlandais doit mettre un terme à l'impasse institutionnelle dans laquelle l'Europe est plongée depuis trop longtemps déjà pour faire place aux sujets importants : ceux dont nous devons nous occuper.

Ce que prétend le rapport de la FAES, c'est apporter des idées et des propositions politiques visant à améliorer la réalité en Europe. Ce sont des propositions reposant sur des principes solides qui, dans le passé, ont servi de fondements au succès de l'Europe.

Dans ce rapport, nous traitons un certain nombre de questions que nous estimons essentiels, à savoir l'éducation, l'énergie, la réforme nécessaire de l'État du bien-être, la politique extérieure, la défense, et notamment, l'économie.

Une question centrale dans le monde, c'est aujourd'hui l'économie : la crise économique et comment l'affronter.

En ce moment, nous subissons une crise financière et économique mondiale. Et de surcroît, cela fait des années que l'Europe n'a pas développé une croissance aussi puissante que celle de nos amis américains, et que la productivité en Europe est loin de pouvoir se comparer aux économies les plus dynamiques.

Cela fait longtemps que l'Europe vit repliée sur elle-même, qu'elle dépense le plus gros de ses énergies dans des débats institutionnels, plutôt que de mettre en œuvre des réformes qui permettraient de relancer une économie dynamique, ouverte, flexible et libre.

Je crois en une Europe ouverte sur le monde, capable de mettre en marche un important programme de réformes, en une Europe préparée et prête à devenir compétitive au sein de l'économie globale.

Les leaders européens doivent fuir la facilité et s'engager dans la bonne voie. Cela ne sert à rien de prétendre que tous les maux économiques vont subitement se résoudre en répandant des sommes considérables d'argent provenant des contribuables.

Certains politiciens estiment que la solution à cette crise est entre les mains de l'État considéré dans toute sa splendeur. Certains veulent ressusciter de vieilles politiques interventionnistes, protectionnistes et de dépenses publiques illimitées ; des politiques qui ne sont jamais parvenues à faire prospérer les sociétés, bien au contraire. Néanmoins, il y a eu d'autres politiques qui ont abouti.

Ces politiques sont celles qui reposent sur la liberté, sur la responsabilité, sur l'initiative privée et sur la capacité d'entreprise des personnes.

Rappelons que chaque fois que l'initiative privée a été encouragée, chaque fois que les impôts ont fait l'objet d'une baisse, chaque fois que le protectionnisme et l'interventionnisme ont été mis de côté, les sociétés ont considérablement prospéré. Cela a toujours été le cas.

C'est cette voie là qu'il faut suivre, c'est celle qui nous sortira de la crise économique. C'est la voie choisie par l'Allemagne et qui auparavant avait été choisie par la France en retenant le projet réformiste de l'U.M.P. que défendait Nicolas Sarkozy. Voilà pourquoi la victoire d'Angela Merkel il y a de cela seulement quelques jours est une nouvelle extraordinaire : en assurant le leadership du C.D.U., elle a réussi à ce que les Allemands lui renouvellent leur confiance.

N'oublions pas que le C.D.U. fait partie de cette grande famille européenne qu'est le Parti Populaire Européen dont l'U.M.P, qui nous accueille aujourd'hui en son siège, est également membre, de même que le « Partido Popular » au sein duquel je milite.

C'est un motif supplémentaire de joie que celui de constater la manière dont cette famille du centre-droite a recueilli la confiance majoritaire lors des dernières élections au Parlement Européen. Les Européens font confiance en nos principes et en nos propositions pour sortir de la crise.

Angela Merkel a déjà annoncé qu'elle réduirait les impôts, comme l'a déjà fait le gouvernement français il y a quelques mois. C'est une mesure pertinente et nécessaire pour sortir de la crise. Elle permettra de soulager les entreprises et les familles : ce sont elles, en effet, qui créent la richesse et l'emploi.

Certains devraient prendre bonne note des politiques qu'Angela Merkel et que Nicolas Sarkozy sont en train de promouvoir. En Espagne, d'aucuns ont fait en sorte que le taux de chômage avoisine les 20% et qu'au quotidien, ce sont 400 entreprises qui doivent mettre la clé sous le paillason. Ces mêmes personnes affirment qu'elles veulent protéger les revenus moyens et faibles, tout en augmentant les impôts de soixante euros par famille et par mois. Elles feraient bien de tirer des leçons des Allemands et des Français plutôt que de nous mener à la ruine.

Je souhaiterais aussi vous parler de la dimension internationale de l'Europe.

Le processus de construction européenne ne se développe pas en marge, isolé dans une bulle, mais il a lieu dans un monde où tout événement a une répercussion immédiate à l'autre extrémité du globe.

Dans ce monde globalisé, le rôle d'acteur international que doit jouer l'Europe est un rôle majeur.

À mon avis, la politique extérieure doit définir et défendre des intérêts communs et partagés, qui doivent reposer sur la liberté et la sécurité des États membres.

Pour y parvenir, deux idées doivent être tout à fait claires pour nous :

La première, c'est que l'influence qu'exercera l'Europe dans le monde sera proportionnelle au poids économique qu'elle atteindra.

L'Europe sera d'autant plus influente et bénéficiera d'autant plus de responsabilité dans le monde dans la mesure où son économie sera plus forte et plus dynamique. Or, si elle continue à ce rythme, si son économie languit, le poids de l'Europe dans le monde se diluera.

La seconde idée est que nous devons maintenir et renforcer le lien atlantique.

L'Europe que nous connaissons aujourd'hui, l'Europe qui a vaincu la tyrannie communiste et qui s'est réunifiée lors de l'un des événements historiques les plus impressionnants de notre époque, a pu exister grâce au lien atlantique, grâce au soutien de nos alliés américains, garantie irremplaçable de notre liberté et de notre sécurité.

L'Alliance atlantique est indispensable à la défense de nos valeurs et de notre mode de vie occidental ; elle l'a été face au totalitarisme communiste qui a voulu détruire notre mode vie et l'est encore aujourd'hui face à d'autres menaces totalitaires.

Le communisme a été vaincu parce que nous avons livré cette bataille. Le communisme a été un ennemi brutal de la liberté, mais malheureusement, il n'est pas le seul. Au cours de l'histoire, la liberté a sans cesse rencontré des ennemis et nous pêcherions en ingénuité si nous pensions qu'il n'en reste plus.

Nous ne devons pas baisser la garde et songer que l'Alliance n'est plus nécessaire, car elle l'est encore. L'Europe doit défendre sans complexes les valeurs de liberté et de démocratie dans lesquelles elle croit, et le meilleur moyen d'y parvenir, c'est par le biais de l'OTAN.

Je crois en une alliance solide entre les deux rives de l'Atlantique. Je crois que travailler tous à l'unisson est la meilleure garantie de sécurité et de prospérité pour nous tous. Je crois qu'ensemble notre liberté est bien mieux garantie.

À ce titre, la décision du président Sarkozy d'un retour complet de la France dans les structures de commandement intégré de l'OTAN est une excellente nouvelle, digne d'un politicien responsable ayant une vision d'avenir.

Au moment où l'Iran poursuit son programme nucléaire, où les ayatollahs passent leur temps à effectuer des essais de missiles qui atteignent déjà Israël et se rapprochent dangereusement du cœur de l'Europe, le moment est mal venu de manifester des signes de faiblesse face à ces provocations. C'est le moment de réitérer par

des mots et par des faits la solidarité atlantique face à des menaces potentielles.

L'Europe doit prendre au sérieux la réforme nécessaire de l'État du bien-être. L'Europe est un continent avec une démographie en baisse. En 2004, il y avait une personne inactive pour quatre personnes en âge de travailler. D'après la tendance actuelle, en 2050, il y aura une personne inactive pour deux personnes en âge de travailler.

Ceci produira inévitablement une augmentation des dépenses de santé et des retraites. Personne ne connaît encore la manière dont les sociétés européennes vont affronter ces dépenses de plus en plus élevées face à une population active en diminution.

Il faudra prolonger les possibilités de vie professionnelle pour les personnes qui pourront et souhaiteront continuer de travailler.

Il faudra également stimuler la natalité, augmenter la productivité et éviter les abus au sein des systèmes de protection sociale.

Il faudra introduire des critères de marché pour améliorer l'efficacité de la prestation des services sociaux, comme cela a déjà été mis en place avec succès en Suède dans le cadre de la santé, de l'éducation et des soins apportés aux personnes âgées.

Il est un autre phénomène auquel l'Europe n'a pas encore su apporter de réponse satisfaisante, à savoir le chapitre de l'immigration. L'Europe a besoin d'une politique d'immigration basée

sur deux idées très claires : le respect de la légalité et l'égalité devant la loi.

Les sociétés européennes deviendront plus fortes grâce à l'intégration active des immigrants. Cependant, si nous n'adoptons pas une politique d'intégration efficace, nous connaissons de sérieux problèmes dans des sociétés européennes désagrégées.

Voilà les réflexions que je voulais partager aujourd'hui avec vous pour vous inviter à réfléchir à l'Europe : tel est le but de ce rapport, « *L'Europe : propositions de liberté* ».

Robert Schuman disait que l'Europe détenait entre ses mains son propre avenir. Cette affirmation est aussi vraie aujourd'hui qu'il y a 60 ans. Maintenant, tout comme à cette époque-là, nous avons besoin de l'élan et du courage de leaders qui ne se contentent pas de tomber dans la facilité, mais qui entreprennent ce qu'il est nécessaire d'entreprendre pour un avenir meilleur.

Je crois fermement que c'est exactement de cet esprit là dont nous avons besoin aujourd'hui. Et je suis convaincu que nous y parviendrons.